

## Christiane Lambert : « Notre agriculture brûle et nous regardons ailleurs »

01/10/2019 | Arnaud Carpon • Terre-net Média

Parce que « notre agriculture brûle et nous regardons ailleurs », la FNSEA, Coop de France et l'Ania ont présenté ensemble leurs recommandations pour que le secteur agricole et agroalimentaire s'inscrive et profite du « pacte productif » annoncé par le Gouvernement en juin dernier. Peser 4,5 % du PIB au lieu de 3,8 %, augmenter l'emploi de 20 %, stopper la hausse des importations et augmenter les exportations de 35 %, les ambitions des secteurs agricoles et agroalimentaires sont à la hauteur des difficultés et contraintes.



Richard Girardot,  
président de  
l'Ania, a présenté  
les  
recommandations  
du trio Ania-  
FNSEA-Coop de  
France, mardi 1er  
octobre 2019,  
aux côtés de  
Christiane  
Lambert et  
Dominique  
Chargé. (@Terre-  
net Média)

La FNSEA, Coop de France et l'Ania ont ensemble présenté, mardi 1er octobre, des **recommandations agricoles et agroalimentaires au « pacte productif »** annoncé le 19 juin dernier par le Gouvernement. Ce pacte productif agricole vise trois priorités : **améliorer la compétitivité-coût des filières, investir et contribuer au « plein-emploi »**. Le tout pour enrayer la tendance lourde à la **perte de parts de marché des produits agricoles français**, que ce soit en France, en Europe et à l'international.

« **Notre agriculture brûle et nous regardons ailleurs** ». C'est en paraphrasant une célèbre citation de Jacques Chirac, décédé la semaine dernière, que Christiane Lambert, présidente de la FNSEA a résumé la situation : les filières agricoles et agroalimentaires françaises perdent des parts de marché en France, en Europe et à l'international depuis plusieurs années. Troisième exportateur de produits agricoles et agroalimentaires au début des années 2000, la France s'est faite tour à tour doubler par l'Allemagne – en 2006 – le Brésil – en 2011 – et la Chine – en 2013.

À lire >> [Compétitivité de l'agriculture - Selon le Sénat, la France s'oriente vers un déficit commercial agricole dès 2023](#)

W

<https://t.co/vv2ua7tuyY>

— La FNSEA (@FNSEA) October 1, 2019

« Le diagnostic a été largement partagé à l'occasion des débats préparatoires à la loi Egalim, a rappelé **Richard Girardot, président de l'Ania**. « L'agriculture et l'agroalimentaire sont en train de dévisser » (sur la scène commerciale, ndr), a poursuivi **Christiane Lambert**. « Et les agriculteurs le vivent de manière douloureuse. »

Pour les secteurs agricoles et agroalimentaires, les objectifs et priorités sont de trois ordres. Il s'agit de :

- Porter à 4,5 % la part du PIB du secteur agricole et IAA en 2025 et à 6 % à l'horizon 2030 : cette part est actuellement de 3,8 %. « Il s'agit de la hausse nécessaire pour maintenir la proportion actuelle que représentent les activités agricoles et agroalimentaires dans le PIB industriel et agricole : cela correspond à une hausse de 27 % de la valeur ajoutée brute de ces secteurs à l'horizon 2025 et de 75 % à l'horizon 2030. »
- Permettre une hausse de 20 % des emplois dans les secteurs agricole et agroalimentaire d'ici 2025 et de 40 % d'ici 2030 : « Pour suivre la hausse de valeur ajoutée brute souhaitée, et en tenant compte des gains de productivité dans les deux branches, il s'agit de la hausse minimum nécessaire en équivalent temps plein. Cette hausse inversera la tendance à la baisse du nombre d'emplois dans le secteur agricole et accentuera la hausse en cours dans le secteur agroalimentaire, contribuant ainsi au plein emploi recherché. »

- Stopper la hausse des importations et augmenter de 60 % les exportations de produits agricoles et agroalimentaires à l'horizon 2030 (+ 35 % en 2025) : « La relance de la production agricole et agroalimentaire française doit passer par une reconquête du marché intérieur permettant de stopper à leur niveau moyen actuel les importations. Une hausse des exportations produits agricoles et agroalimentaires de 60 % d'ici 2030 est nécessaire pour permettre la hausse de production souhaitée. »

Parmi les demandes, **Dominique Chargé, président de Coop de France**, demande à l'État « une véritable inflexion des politiques publiques » pour, notamment « améliorer la compétitivité-coût » de la production et la transformation agricole. « On ne peut plus être en décalage avec nos compétiteurs européens ».

Les trois organisations soulignent aussi le « retard d'investissement dans le secteur agroalimentaire ». L'investissement représente, selon eux, « 17 % de la valeur ajoutée du secteur », alors que le reste de l'industrie investit « 21 % de la valeur créée ». Surtout, depuis 2013, l'investissement dans les secteurs agricoles et agroalimentaires français a baissé de 2 %, alors que, dans le même temps, ces investissements ont progressé de 16 % en moyenne dans le reste de l'Europe.

À lire >> [Le point de vue de Jean-François Loiseau \(Intercéréales\): La filière céréalière « a un potentiel extraordinaire » à l'exportation](#)

**Retrouvez l'intégralité des 37 recommandations de l'Ania, la FNSEA et Coop de France dans le cadre du pacte productif 2025 :**

À lire sur web-agri.fr >> [Étude Compani : Les filières animales françaises en perte de compétitivité à l'export](#)